

Sud Solitaires

Paris, octobre 2017

au CA d'Orange

Une voix différente !

Du 7 au 9 novembre, on vote !

La présence d'élu-es Sud au Conseil d'Administration a permis d'alerter et d'informer le personnel des choix des administrateurs-trices. Les thèmes évoqués dans cette publication démontrent que la fédération Sud peut être un contre-pouvoir, face à la direction, quelle qu'elle soit.

Votons
Sud! Solitaires

Orange... aujourd'hui et demain

L'oeil sur la digitalisation

Depuis des années Orange, utilise ce mot à tout-va et c'est même devenu un axe de la stratégie d'entreprise. Orange Bank utilise un logiciel automatisé de conversation et les salarié-es ne sont présent-es qu'au cas où.

Un autre regard sur la digitalisation



Les conséquences sur l'emploi de cette automatisation et robotisation sont désastreuses.

L'entreprise obtient des gains de productivité, mais que gagnent les salarié-es ? Le digital ne doit pas asservir les salarié-es mais permettre de réintroduire davantage d'humain dans les relations professionnelles.

Sud propose que les gains soient redistribués au salarié-e avec une diminution du temps de travail à 32H. Cette digitalisation doit aussi être l'occasion de mettre en place du télétravail comme outil de l'aménagement de la vie personnelle et du territoire en respectant les collectifs de travail. Ces technologies doivent être créatrices de métiers intéressants pour toutes et tous. Il y a nécessité de reprendre la main sur notre vie digitale.

Un Investissement trop réduit

La garantie de pérennisation de l'activité et donc des emplois d'Orange nécessite avant tout d'investir dans les réseaux fixes et mobiles.

Sud propose une hausse importante des budgets de R&D et de fournitures de réseaux afin de couvrir des usages et services qui permettront encore davantage de rapprocher les citoyen-nes. Ces investissements devront être réalisés dans le respect de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Enfin, à l'heure des urgences climatiques, il faut s'inquiéter des ressources et des coûts de fonctionnement que nécessitent l'informatique dématérialisée et le recyclage des matériels.

Quelle gouvernance ?

Une nouvelle fois, la direction a choisi cette année de continuer à redistribuer des dividendes aux actionnaires.

Nos dirigeants sont obnubilés par le cours de la bourse à court terme. Leur objectif majeur est d'augmenter le dividende pour faire plaisir aux fonds de pensions. L'entreprise poursuit les économies, réduit les effectifs et multiplie la sous-traitance à qui elle fait endosser les risques..



La pression exercée sur les sous-traitants ne permet pas toujours d'obtenir la meilleure qualité de service.

Sud propose la suppression des dividendes et le retrait d'Orange des marchés financiers. Les actionnaires ne servent à rien ! L'embauche et la qualification du personnel, l'investissement sont à privilégier. Au moment où le gouvernement cherche de l'argent et envisage de se désengager du capital, nous refusons, plus que jamais, toute baisse de la participation de l'Etat qui doit au contraire augmenter sa garantie et son engagement.

Le secteur des communications, aujourd'hui et demain

Une régulation à construire

Après les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui ont prospéré à un rythme effréné avec l'économie du web et du mobile, les NATUs (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) bousculent à nouveau le secteur des télécommunications.

Ces entreprises ne possèdent pas, le plus souvent d'infrastructure, de salariées. Elles transfèrent le risque vers celles et ceux qui travaillent, les auto-entrepreneurs qui prennent tous les risques y compris celui de la précarité.

Avec leur généralisation, c'est tout le modèle social qui risque d'être remis en cause. Les mêmes avec leurs structures fiscales s'arrangent pour « optimiser » leur dû à la collectivité en mettant en place des stratagèmes de paiement à minima des impôts dans des paradis fiscaux. Ils privent ainsi les Etats de recettes fiscales qui auraient pu et dû servir à la population.

Pour Sud, il faut que les régulateurs, les politiques imposent des règles sociales dans le respect du droit du travail et que ces multinationales à travers l'impôt participent aux finances publiques. Nous devons aller vers une harmonisation de la fiscalisation en Europe afin de lutter contre les paradis fiscaux. Enfin, la loi doit permettre la naissance de nouveaux moyens de communication sans que l'aspect commercial ne s'impose.

Des tuyaux et des contenus pour toutes et tous !

Les opérateurs de télécommunications ont toujours eu le dilemme ou la tentation de faire converger les tuyaux et ce qui transite dedans. Les opérateurs explorent de nouveaux domaines de profits en tentant de conserver le contrôle de la relation client en utilisant leurs relations de confiance. Certains opérateurs vont même dans la mise en place d'offres de contenus exclusifs.

Pour Sud, le secteur des télécoms doit enrichir son contenu pour servir une communication citoyenne permettant de faciliter les échanges entre les individus. Notre secteur doit répondre à toutes les attentes à la fois des artistes, éditeurs, producteurs de contenus et des populations.

Un Monopoly mondial

Régulièrement, dans notre secteur, nous assistons à un appétit grandissant des entreprises des télécoms pour grossir et atteindre des tailles de mastodonte en demandant de passer à 4 à 3 opérateurs par pays. L'objectif recherché est toujours le même « manger plutôt que d'être mangé ».

Cette logique capitaliste et financière ne sert pas les intérêts du public et encore moins des salarié-es. Les conséquences sont désastreuses à chaque fois en matière de suppressions d'emplois.

Pour sud, la stratégie des entreprises du secteur et notamment des opérateurs doit d'abord servir les populations à travers un service de qualité et une politique tarifaire qui permettent son accessibilité à toutes et tous. Nous sommes pour les partenariats et les coopérations entre opérateurs.

Notre société, aujourd'hui et demain

Les datas, ça ne doit pas être la cata !

Les perspectives innovantes des objets connectés doivent nous faciliter la vie, mais il ne faut pas occulter les menaces qui pèsent sur nos libertés individuelles. Les datas intimes ainsi récoltées vont grossir les serveurs des entreprises commerciales. Il convient de mettre en place des règles, des filets protecteurs, pour les citoyen-nes consommateurs-trices que nous sommes.

Pour Sud, nous défendons l'idée d'un contrôle citoyen du réseau, avec le respect de la vie privée. Nous revendiquons que les citoyen-nes autorisent ou non tout ou partie de l'utilisation de leurs informations personnelles.



S'inscrire à notre Newsletter

La neutralité du net

Stéphane Richard, souhaite pouvoir «proposer des qualités de service différenciées avec des prix différenciés comme cela existe dans n'importe quel autre secteur».

Pour Sud, le réseau des communications doit être accessible à toutes et tous, à très haut débit et symétrique-neutre et inter-opérable, sans privilégier aucun fournisseur de services ou de contenus.

Un opérateur public européen des télécommunications

Pour Sud, les télécoms doivent s'insérer dans un service public à l'échelle européenne, sur la base d'une coopération des opérateurs. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre revendication de re-nationalisation de tout le secteur des télécoms.

Sud revendique la naissance d'un opérateur public européen des télécommunications. Le fait de disposer d'un accès aux communications doit être considéré comme un bien commun universel. Nous appelons à la construction d'un projet industriel qui réponde aux exigences des usagers : aménagement du territoire, égalité d'accès, politique tarifaire claire et au meilleur prix.

**#Aujourd'hui
Et Demain,
Nos Droits!**

Du 7 au 9 novembre, votons !

Nos candidat-es :

collège cadres :

Valerie Caputo (DTSI UPR NE)

Loic Cariou (Sofrecom)

collège non cadres :

René Ollier (DOO UAT Ouest),

Sonia Abid (SCE CSO),

Pascal Zehmaker (DOIDF UI PP),

Nathalie Barbaste (DOS AD SOM)

**Votons
Sud!**
Solitaires

La présence d'élu-es du personnel, ce n'est pas un droit de véto mais le droit à l'information des décisions importantes pour notre avenir et celui de l'entreprise.

Sud sera présent pour faire entendre les intérêts et contribuer à imposer un rapport de forces !

On ne gagnera rien si nous ne restons pas debout, toutes et tous ensemble car aujourd'hui et demain c'est de nos droits qu'il s'agit.